

anglaises, et rien ne lui manque. Le Japon, qui depuis dix ans subit une entière transformation politique et sociale, est trop intelligent pour n'avoir pas mis à profit l'expérience de tous les pays représentés aux expositions de Paris et de Vienne, et après avoir comparé ses procédés actuels avec son système d'autrefois, on considère les expositions scolaires internationales comme une des grandes idées qui ont enfanté le plus de progrès réels.

Plusieurs pays étrangers se sont abstenus cependant, soit à cause des difficultés du transport, soit à cause des dépenses, les particuliers ne pouvant, à aucun titre, être appelés à supporter les frais d'une exposition de cette nature. Ainsi l'Allemagne, l'Autriche, la France sont faiblement représentées, erreur qui, en vue de l'importance acquise à Philadelphie par les expositions scolaires, ne pourra manquer d'être réparée à la prochaine exposition de Paris.

Il est plus difficile de comprendre pourquoi, dans cette section, les états de l'Union américaine n'ont pas tous montré le même orgueil. L'état de New-York, la Californie, la Virginie et tous les états du Sud, en effet, y brillent par leur absence. Cette abstention peut avoir plusieurs causes, mais la plus plausible se trouve probablement dans les exigences de la politique locale ou d'un budget déjà obéré. Ainsi, le visiteur qui s'intéresserait surtout à la question des écoles ne trouverait pas à Philadelphie tous les éléments nécessaires à une étude complète des diverses méthodes américaines. D'une part, ce serait faire trop d'honneur au pays que de le juger par l'exposition si brillante de la Pensylvanie et du Massachusetts, et, d'autre part, on se tromperait si l'on concluait de l'abstention de certains états à leur condition arriérée en matière d'instruction publique. Ces derniers pouvaient aussi peut-être faire bonne figure, mais les circonstances les ont empêchés de déployer leurs richesses.

La même réflexion s'applique, dans une certaine mesure, à notre pays. Dans le quartier canadien, l'exposition scolaire de la province d'Ontario, qui ne le cède à aucune autre du même genre, résumé et représenté aux yeux de l'étranger la meilleure part de notre système depuis Vancouver jusqu'à l'Île du Prince Edouard ; mais il ne faudrait point conclure de cette exposition isolée à l'impuissance des autres provinces, la Nouvelle-Ecosse, le Nouveau-Brunswick et surtout la province de Québec, de faire une exposition scolaire aussi intéressante. Le gouvernement de Toronto a des millions dont il ne sait que faire, et il a pu mettre une forte somme à la disposition de son bureau de l'instruction publique : cela explique tout.

Nous dirons franchement que l'exposition scolaire de notre province, comme celle de plusieurs états de l'Union américaine, est une affaire manquée. Elle consiste en un album contenant quelques photographies de nos grandes institutions, et dans l'étalage de plusieurs réductions en bois de ces mêmes maisons. C'est bien peu, on le voit. Encore faut-il dire que ces

réductions et cet album sont beaucoup trop petits, paraissent mal ; et, chose tout-à-fait bizarre, l'album est placé loin des réductions, sur un pupitre isolé où le hasard seul peut le faire trouver, tandis que les réductions sont installées, celles des collèges dans le *Main Building*, section canadienne de l'éducation, au bon endroit, et celles des convents dans le *Women's Department*, à un mille de là, au milieu des travaux à l'aiguille ! Notre richesse ne justifie point cet éparpillement, cette classification fantaisiste.

Nous n'essayerons pas de démontrer ce qui aurait pu être fait ; tous ceux qui s'occupent d'éducation dans cette province savent bien que nos collèges, nos convents et nos académies peuvent fournir une collection de livres et d'appareils qui ne le céderait à aucune autre de l'étranger : le matériel de nos écoles primaires peut-être perdrait à la comparaison, mais en somme cette comparaison nous serait favorable.

Il appartient au gouvernement et à la législature de décider si la province de Québec doit essayer de prendre sa revanche, par une exposition scolaire digne d'elle, à Paris, en 1878.

Si c'est possible, c'est obligatoire. Car, désormais, rester en arrière, ce sera avouer son infériorité. Les expositions scolaires ont pris tant d'importance de nos jours qu'un pays qui tient à son nom doit nécessairement y prendre part.

D'ailleurs, pour attirer l'émigration étrangère et faire notre crédit sur le marché européen, nous devons prendre tous les moyens propres à nous faire connaître avantageusement.

Dernière considération, la plus grave. La province de Québec est française et catholique, le clergé y contrôle l'instruction publique : il importe de prouver que notre nationalité et notre religion ne nous empêchent pas, comme certains fanatiques le disent tous les jours, d'être amis du progrès et des lumières, et que nous marchons de pair avec les autres provinces anglaises, dont le succès à Philadelphie a jeté tant d'éclat sur le nom canadien.

L'Exposition Scolaire à Philadelphie

Suite

A Monsieur le Directeur du JOURNAL DES INSTITUTEURS.

Philadelphie, 15 août 1876.

L'Exposition scolaire des États-Unis ne se présente pas, comme nous serions tentés de le croire ou du moins de le désirer, nous autres Français, sous la forme d'un ensemble complet, unique, méthodique ; elle se compose de pièces détachées, elle est inégale et diverse, sans unité ni de principe, ni de plan, ni de procédés.

La partie du gouvernement fédéral central n'est représentée que par l'exposition du *Bureau d'éducation* de Washington, établissement *sui generis* dont nous n'avons pas l'analogue en Europe : ce n'est qu'un centre d'informations, de statistiques, de renseignements généraux et spéciaux sur l'instruction. Grâce à ce droit limité, le Bureau d'éducation exerce, au moins indirectement, une certaine action sur la marche des institu-